

Catalogne : l'Europe n'interviendra pas

Muette dimanche, au nom de la non-ingérence, la Commission européenne appelle « tous les acteurs » à dialoguer et refuse de jouer le rôle d'arbitre.

La violence ne peut être un instrument politique. » La déclaration de la Commission européenne au lendemain des violences qui ont entaché la tenue du référendum catalan est claire. Il n'est cependant pas si évident de déterminer si elle vise la violence politique des leaders indépendantistes dans l'organisation d'un scrutin décidé au parlement catalan en l'absence de son opposition, ou si elle concerne les violences policières de dimanche.

Car si elle demande aux acteurs concernés de passer « de la confrontation au dialogue », c'est parce que ni Madrid ni Barcelone n'ont pratiqué ce dialogue jusqu'à présent.

Une Commission qui a rejeté toute critique sur le caractère tardif de cet appel au dialogue, mais a également écarté comme n'ayant pas de raison d'être toutes les demandes qui lui ont été adressées d'entreprendre une mission de médiation.

Lundi après-midi, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et celui du Conseil européen, Donald Tusk, ont tous deux appelé le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy, par ailleurs leur coreli-

gionnaire du PPE (droite modérée). Le patron de la Commission n'a fait aucun commentaire officiel et aurait été, selon une source, en « mode d'écoute ».

Quant à Donald Tusk, il a fait savoir que « tout en partageant les arguments constitutionnels (de Mariano Rajoy), j'ai appelé à la recherche de moyens d'éviter l'escalade et l'usage de la force ». Un

choix de termes qui, dans le chef du président du Conseil européen qui représente les chefs d'Etat ou de gouvernement, trahit un peu la préoccupation des leaders européens. « Tout le monde pense que cette affaire a été très mal gérée », reconnaissait en effet, sous le sceau de la plus grande confidentialité, une source européenne.

Quant aux responsables espagnols et catalans, trois options s'offrent à eux : une fuite en avant indépendantiste, une ouverture du dialogue suivie de réformes, ou l'engagement d'une nouvelle bataille électorale.

Europe : rien à faire, et en dire le moins possible

Avant l'heure, c'est pas l'heure ; après l'heure, c'est trop tard ! Ce n'est pas l'avis des responsables de l'UE, mais c'est l'impression qu'aura laissée la politique de communication de l'UE sur la crise catalane. Murée dans le mutisme, réfugiée derrière la non-ingérence dans les affaires internes d'un Etat membre, la Commission européenne a dû se résoudre lundi à réagir aux événements de dimanche. Dans une déclaration pesée au trébuchet et débutant par le rappel que « le scrutin organisé hier en Catalogne n'était pas légal », le porte-parole en chef de l'institution Margaritis Schinas a indiqué, « au-delà des aspects purement juridiques », que la Commission appelle « tous les acteurs concernés à sortir au plus vite de la confrontation pour revenir au dialogue. La violence ne peut jamais être un instrument politique. » Le communiqué soulignait enfin la « confiance en la capacité du Premier ministre Mariano Rajoy à gérer ce processus délicat ».

Bombardé de questions lors du briefing de presse quotidien, M. Schinas a rejeté toute critique sur le caractère tardif de l'appel

au dialogue. Tout juste a-t-il reconnu entre les lignes que s'il y avait lieu de demander le passage « de la confrontation au dialogue », c'est que les acteurs concernés, Madrid comme Barcelonne, n'ont pas pratiqué ce dialogue jusqu'à présent. Quant au constat que « la violence ne peut être un instrument politique », il n'est pas clair s'il vise la violence politique des leaders indépendantistes dans l'organisation d'un scrutin décidé au parlement catalan en l'absence de son opposition, ou si elle visait les violences policières de dimanche. Enfin, toutes les idées ou demandes adressées à la Commission d'une mission de médiation entre Madrid et Barcelonne sont écartées par la Commission comme n'ayant pas de raison d'être. Ce qui n'est formellement pas contestable : « La Commission n'a effectivement aucun titre à intervenir dans une affaire comme celle-là », explique Nicolas Petit, professeur de droit européen à l'Université de Liège. Sinon en matière d'Etat de droit, mais c'est de la fiction juridique. »

Lundi après-midi, le président

de la Commission Jean-Claude Juncker et celui du Conseil européen Donald Tusk ont tous deux appelé Mariano Rajoy, par ailleurs leur coreligionnaire du PPE (droite modérée). Aucun commentaire officiel du côté du patron de la Commission, qui selon une source aurait été en « mode d'écoute ». Quant à Donald Tusk, il a fait savoir que « tout en partageant les arguments constitutionnels (de Mariano Rajoy), j'ai appelé à la recherche de moyens d'éviter l'escalade et l'usage de la force ». Un choix de termes qui, dans le chef du Président du Conseil européen, qui représente les chefs d'Etat ou de gouvernement, trahit un peu de la préoccupation des leaders européens. « Tout le monde pense que cette affaire a été très mal gérée », reconnaissait, sous le sceau de la plus grande confidentialité, une source européenne.

« La Commission n'a effectivement aucun titre à intervenir dans une affaire comme celle-là » NICOLAS PETIT

Le Parlement européen a, lui, décidé lundi en dernière minute d'un débat sur l'affaire catalane,

ce mercredi à Strasbourg. Jeudi, le groupe des Verts-ALÉ avait déjà introduit cette demande en conférence des présidents : les groupes PPE et S&D (sociaux-démocrates) y avaient opposé un refus catégorique. Ce lundi, la même demande est passée comme une lettre à la poste. Mais personne ne se fait d'illusions : « Chacun dira ce qu'il a à dire », prévoit Philippe Lamberts (Ecolo), co-chef des Verts du PE. Côté PPE, on se prépare déjà à en faire un débat sur le « Catalanexit » : la menace, déjà rappelée par Schinas lundi, qu'une Catalogne indépendante se retrouvera hors de l'UE. Commentaire de Nicolas Petit : « On ne peut exclure une adhésion de la Catalogne, car elle remplirait formellement toutes les conditions pour adhérer. Mais les politiques européens utilisent l'argument de la non-automatisme de l'adhésion comme épouvantail pour tous les mouvements séparatistes. Or, le danger est qu'en ouvrant ce type de discussion, l'UE créerait un précédent, où cet épouvantail ne ferait plus peur. » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

alternatives

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Une question qu'il faudra bien finir par trancher

Il aurait suffi de réfléchir cinq minutes pour faire ce constat : les Ecossais ont pu voter pour ou contre leur indépendance, les Québécois, eux, ont participé à deux référendums. Dans les deux cas les indépendantistes ont perdu, en conséquence de quoi la question qui pesait sur la vie politique de la Grande-Bretagne et du Canada a été provisoirement purgée.

Les Catalans, s'ils avaient pu voter librement au référendum d'indépendance et, surtout, dans des conditions réellement démocratiques, auraient sans doute majoritairement voté non. Mais en s'opposant à leur expression dans un cadre normal et pacifié, le gouvernement de Madrid a fait un cadeau aux indépendantistes qui passent pour victimes d'une oppression et pourront se prévaloir de cette violence de l'Etat central pour continuer à se mobiliser autour d'une aspiration qui a été étouffée. D'autant que l'option sécessionniste était minoritaire, mais que la volonté de s'exprimer par référendum, elle, était nettement majoritaire.

Reste une question qu'il faudra bien finir par trancher. Il y a deux options fondamentales, tout aussi légitimes l'une que l'autre, mais, hélas, radicalement contradictoires. L'une : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'autre : l'intangibilité des frontières reconnues sans laquelle on risquerait d'assister à un démantèlement en chaîne de plus en plus d'Etats-nations.

« Géométrie variable »

Or, comment la « communauté internationale », comme on dit, c'est-à-dire l'Occident, a-t-elle jusqu'ici réagi : un jour elle a mis en avant le droit des peuples, un autre jour l'intangibilité des frontières. En fonction de ses intérêts.

Quand il s'agit de la Crimée c'est l'intangibilité des frontières, mais quand il

s'agit du Kosovo c'est le droit des peuples. Concernant les Kurdes ou les Catalans, on insiste sur la nécessité de préserver l'ordre mondial assis sur l'intégrité des Etats, mais on a appuyé et on a même favorisé la sécession du Sud Soudan (ce qui s'est soldé par une catastrophe) et précédemment celle du Bangladesh. On condamne la pseudo-prise

d'indépendance de l'Ossétie du Sud, mais on était prêt à accepter celle de la Tchétchénie.

Et, encore une fois, on a fait une guerre pour imposer l'indépendance du Kosovo.

Le comble étant la position du gouvernement Netanyahu qui soutient l'indépendance kurde et refuse la création d'un Etat palestinien.

Les tendances au démantèlement des Etats font peur. Légitimement. Si les Kurdes d'Irak parviennent à arracher leur indépendance, non seulement rien ne pourra plus être opposé aux revendications indépendantistes des Kurdes de Syrie, d'Iran et surtout de Turquie (d'où un risque de déflagration), mais seront également relancées les tendances sécessionnistes des régions en majorité chiïtes dans les pays au pouvoir sunnite, tandis que plusieurs pays africains confrontés à des antagonismes tribaux (la question de la Casamance par exemple) pourraient exploser.

Quant aux Catalans, leur indépendance relancerait et radicaliserait les revendications des Ecossais, des Basques

(y compris les Basques français), des Flamands aussi sans doute et réveillerait des agitations en Bretagne, en Alsace ou en Corse.

Sans compter qu'on pourrait difficilement, alors, continuer à condamner toute sécession de l'Est ukrainien pro-Russe. La défense du statu quo territorial est donc raisonnable. Mais est-on

conscient d'avoir nous-mêmes mis le doigt – les doigts plutôt – dans un engrenage infernal ? Les Balkans furent, dans l'Histoire, des foyers d'effroyables guerres confessionnelles et interethniques. Or, la création d'une fédération yougoslave leur a valu quarante années de paix, au prix, hélas, d'une renonciation aux libertés démocratiques.

Un choix indispensable

Le message de l'Europe, qui elle-même tentait de construire une « union » pour exorciser le spectre des affrontements d'antan, aurait donc dû être logiquement celui-ci : démocratiser, décentraliser, mais conservez cet acquis fédératif irremplaçable.

Or, que s'est-il passé ? Chaque pays européen a soutenu la revendication indépendantiste du peuple yougoslave qui lui était historiquement le plus proche : l'Autriche, la Slovaquie ; l'Allemagne et le Vatican, la Croatie ; la France, la Bosnie ; la Russie, la Serbie, ce qui a entraîné l'émancipation de la Macédoine et du Monténégro. Le Kosovo, enfin, a été arraché à la Serbie. Cela correspondait incontestablement au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais, en même temps, en encourageant cet éclatement (six pays là où il n'y en avait qu'un seul), on a légitimé un processus dont les Russes se sont réclamés à leur tour pour pousser à la sécession de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie, de la Crimée et de l'Est ukrainien.

Il faudra bien, à un moment, choisir. Soit au nom de la paix du monde (et peut-être, en fait, de l'intérêt des peuples) on ne touche plus aux délimitations territoriales existantes, soit, au nom du principe d'autodétermination, on accepte la généralisation des balkanisations ethnico-religieuses.

On ne pourra pas éternellement jouer sur les deux tableaux. ■

économie

Le quartier d'affaires est sous le choc

REPORTAGE

BARCELONE

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Ce lundi n'a pas vraiment été un lundi comme les autres à l'ombre de la tour Agbar. L'immense gratte-ciel, une des stars de la skyline de Barcelone pour sa structure ovale qui lui vaut le surnom de suppositoire, marque l'entrée d'une des principaux quartiers d'affaires de la capitale catalane. Lundi midi, de nombreux employés des multinationales, des entreprises de nouvelles technologies, des banques d'affaires et des cabinets de conseil installés le long de l'Avenue Diagonal sont descendus dans la rue. Convoquée dans toute la région pour dénoncer les violences policières de la veille, la concentration a été ponctuée par de longs applaudissements.

« C'est lamentable » assure Cristian, 33 ans, qui travaille comme expert-conseil dans l'entreprise allemande Apleona-HSG. « Je ne suis pas partisan de l'indépendance, je n'ai pas voté, mais

je ne peux pas cautionner ce qui a eu lieu hier [pour dimanche, NDLR.] » Les centaines de blessés et les images de la répression ont éclipsé le résultat du référendum d'autodétermination. « De toute façon, ce vote n'était pas valable et considéré illégal. Fallait-il vraiment avoir recours à la force ? » demande Cristian, qui regrette « le message envoyé par l'Espagne au reste du monde » : « C'est mauvais pour l'image du pays, c'est mauvais pour la Catalogne et en plus, cela n'a absolument rien arrangé. »

« Dérive à tous les niveaux »

Devant les locaux de la multinationale française Caggeмини, Ernesto, 35 ans, partage ce point de vue. « Je suis inquiet de la dérive du pays, à tous les niveaux : l'incapacité de vivre ensemble, la montée des nationalismes. Tout ce qui s'est passé est dangereux pour la démocratie. » Et pour l'économie ? « C'est difficile à calculer » soupire Ernesto. « Dans mon secteur, nous aidons les entreprises à s'installer. Ces derniers mois, cela fonctionne mieux à Madrid qu'à Barcelone. Mais je ne peux pas affirmer que ce soit lié à la situation politique en Catalogne. »

Moteur de l'économie espagnole, la Catalogne pèse plus de 19 % du produit intérieur brut du pays et représente plus de 30 % de ses exportations. Quelque 3.000 entreprises internationales ont leur siège dans la région, qui est égale-

ment la plus visitée d'Espagne, avec 18 millions de touristes en 2016. « Je ne suis pas inquiète pour les questions économiques liées à l'indépendance » explique Ana, employée du buffet d'avocats d'affaires Cuatrecasas. « Pour le moment, il n'y a rien de concret. »

Pour l'expert-conseil Cristian, c'est au contraire un motif de préoccupation : « Tout ce qui s'est passé ces derniers mois n'est pas bon. L'incertitude politique entraîne forcément une incertitude économique pour la Catalogne comme pour l'Espagne. » C'est aussi l'avis de la Banque d'Espagne qui a souligné la semaine dernière dans son rapport trimestriel que les « tensions politiques en Catalogne » pouvaient entraîner des risques économiques, notamment « une perte de confiance des agents économiques » et une « détérioration des conditions de financement. » L'agence de notation Standard and Poor's considère également dans un rapport publié vendredi que les tensions entre Barcelone et Madrid « commencent à peser sur la confiance des entreprises et des investisseurs. » Ce lundi pourtant, dans le quartier d'affaires de la capitale catalane, ces avertissements sonnaient creux. « On aura le temps d'y penser » sourit Ana, de Cuatrecasas. « Après les violences d'hier, c'est surtout le futur de la société espagnole qui m'inquiète, pas son économie. » ■

GUILLAUME BONTOUX

L'ONU appelle Madrid à enquêter

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté lundi les autorités espagnoles à mener des enquêtes « impartiales » sur « tous les actes de violence » commis en Catalogne à l'occasion du référendum interdit de dimanche. « Je suis très perturbé par la violence dimanche en Catalogne. (...) J'exhorte les autorités espagnoles à garantir des enquêtes complètes, indépendantes et impartiales », a déclaré le Haut-Commissaire dans un message écrit. « Les interventions

policières doivent être en tout temps proportionnées et nécessaires », a-t-il ajouté. « Je crois fermement que la situation actuelle devrait être résolue par le dialogue politique, dans le plein respect des libertés démocratiques ». M. Zeid a par ailleurs demandé au gouvernement espagnol « d'accepter sans délai » la demande de visite envoyée la semaine dernière par la Rapporteuse spéciale sur le droit de réunion pacifique et d'association, Annalisa Ciampi. (afp)

Le Barça se joint à la grève générale

Le FC Barcelone a annoncé son intention de se joindre au mouvement de grève générale prévu ce mardi en Catalogne en réaction aux violences policières. « Le FC Barcelone se joindra à la grève générale de mardi et en conséquence, le club sera fermé demain », a indiqué le Barça dans un communiqué lundi. « Ni les équipes professionnelles ni les jeunes du centre de formation ne s'entraîneront. » L'immense majorité des stars du club, dont le quintuple Ballon d'or Lionel Messi et Gérard Piqué, engagés dans des compétitions internationales cette semaine, ne devaient de toute façon pas s'entraîner mardi avec le Barça. (afp)